



Avec ses 5 élus contre 152 pour le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir), 7 pour l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp, majorité), 5 pour le Social Democratic Front (Sdf, opposition), 4 pour l'Union démocratique du Cameroun (Udc, opposition), 3 pour le Front pour le salut national du Cameroun (Fsnc, majorité), 2 pour le Mouvement pour la défense de la République (Mdr, majorité) et autant pour l'Union des mouvements socialistes (Ums, opposition), l'initiative du Pcrn n'a que très peu de chances de prospérer a priori. Elle a au moins le don de porter au niveau du Parlement un dossier qui a fini par devenir une malédiction pour le pays et un traumatisme pour les citoyens.

Olembe fut en effet au cœur du retrait, le 30 novembre 2018 à Accra (Ghana) par la Confédération africaine de football (Caf), de l'organisation que Yaoundé avait lui-même sollicitée, en septembre 2014, de la 32ème édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de la discipline. L'instance continentale, sur la base de plusieurs rapports de missions d'inspection, avait estimé que le Cameroun n'était pas prêt à accueillir l'événement du fait de retards criards dans la réalisation des infrastructures et pour des raisons de sécurité.

Quelque deux ans de sursis plus tard, non seulement Olembe n'est pas achevé mais des mouvements d'humeur des entreprises en charge des travaux, réclamant des paiements, y sont régulièrement signalés. On rappelle que le site doit, les 9 janvier et 6 février 2022, accueillir le match inaugural (Cameroun/Burkina Faso) et la finale de la 33ème Can. Il abritera également

la poule A de la compétition où sont aussi logés le Cap-Vert et l'Ethiopie.

Le ministre des Sports et de l'Education physique (Minsep), Narcisse Mouelle Kombi, avait annoncé pour le 30 novembre le démarrage «des opérations de recettes techniques», préalables à la réception officielle du complexe. Et, pendant que le public s'interrogeait encore sur les contours de cette procédure dont personne n'avait entendu parler, s'agissant des autres infrastructures de la Can, le même maître d'ouvrage, via sa cellule de communication, a invoqué «d'autres contraintes d'agenda» pour reporter, «à une date ultérieure», la prise de possession officielle du stade principal de 60.000 places et de ses annexes.

**Félix Cyriaque Ebolé Bola**

---